

La coopération académique internationale et le soft power : revue intégrative de la littérature et proposition d'un cadre conceptuel

International Academic Cooperation and Soft Power: An Integrative Literature Review and a Proposed Conceptual Framework

Mina MAKBOUL

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Sebaa, Université Hassan II, Casablanca, Maroc.

Manal ARDY

Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales Ain Sebaa, Université Hassan II, Casablanca, Maroc.

Résumé. Face à l'internationalisation croissante de l'enseignement supérieur, la coopération académique est devenue un levier stratégique permettant aux États de renforcer leur attractivité et leur influence sur la scène internationale. Dans cette perspective, le concept de soft power offre un cadre d'analyse pertinent pour comprendre la contribution des initiatives de coopération académique au rayonnement des pays. L'objectif de cet article est d'analyser les relations entre la coopération internationale dans l'enseignement supérieur et le soft power des pays à travers une revue de la littérature conceptuelle, théorique et empirique. Après avoir présenté les principaux fondements conceptuels et théoriques, l'étude synthétise les résultats des recherches empiriques portant sur les effets des partenariats universitaires, de la mobilité étudiante, des programmes de bourses et des projets académiques conjoints sur l'image, la réputation, l'attractivité et l'influence des pays d'accueil. L'analyse met en évidence que ces différentes formes de coopération académique constituent des instruments majeurs de la diplomatie éducative et contribuent significativement au développement du soft power des États. À partir des enseignements tirés de la littérature, l'article propose un modèle conceptuel intégrateur expliquant l'influence des quatre dimensions de la coopération académique internationale sur le soft power perçu du pays d'accueil et formule les hypothèses de recherche correspondantes. Enfin, il ouvre des perspectives de recherche en proposant une étude qualitative exploratoire auprès d'étudiants internationaux au Maroc afin d'affiner le modèle conceptuel et d'adapter les dimensions retenues au contexte marocain, avant une future validation empirique.

Mots-clés : coopération académique internationale ; enseignement supérieur ; soft power ; diplomatie éducative ; mobilité étudiante ; partenariats universitaires ; bourses d'études.

Abstract. As higher education becomes increasingly internationalized, academic cooperation has become a strategic lever enabling States to strengthen their attractiveness and their influence on the international stage. In this perspective, the concept of soft power offers a relevant analytical framework for understanding the contribution of academic cooperation initiatives to countries' international standing. This article aims to analyze the relationships between international cooperation in higher education and the soft power of countries through a review of the conceptual, theoretical and empirical literature. After presenting the main conceptual and theoretical foundations, the study synthesizes the findings of empirical research on the effects of university partnerships, student mobility, scholarship programs and joint academic projects on the image, reputation, attractiveness and influence of host countries. The analysis shows that these various forms of academic cooperation constitute major instruments of educational diplomacy and contribute significantly to the development of States' soft power.

Building on the lessons drawn from the literature, the article proposes an integrative conceptual model explaining the influence of the four dimensions of international academic cooperation on the perceived soft power of the host country and formulates the corresponding research hypotheses. Finally, it opens avenues for future research by proposing an exploratory qualitative study among international students in Morocco, aimed at refining the conceptual model and adapting the selected dimensions to the Moroccan context, ahead of a future empirical validation.

Keywords: *international academic cooperation; higher education; soft power; educational diplomacy; student mobility; university partnerships; scholarships.*

1. Introduction

Dans un contexte marqué par l'intensification de la mondialisation, la montée en puissance de l'économie de la connaissance et la transformation des relations internationales, l'enseignement supérieur s'est progressivement imposé comme un levier stratégique de coopération entre les États. Longtemps limitée à des objectifs académiques et scientifiques, la coopération internationale dans le domaine de l'enseignement supérieur revêt désormais une dimension géopolitique et diplomatique de plus en plus affirmée. À travers les partenariats universitaires, la mobilité des étudiants et des enseignants, les programmes de bourses internationales ainsi que les projets de recherche conjoints, les États cherchent non seulement à renforcer leurs capacités scientifiques, mais également à accroître leur attractivité, leur visibilité et leur influence sur la scène internationale.

Cette évolution s'inscrit dans une conception renouvelée de la puissance, où la capacité d'influencer les comportements et les préférences des autres acteurs repose davantage sur l'attraction que sur la coercition. Dans cette perspective, le concept de soft power, introduit par Nye (1990, 2004), constitue un cadre d'analyse particulièrement pertinent pour comprendre le rôle croissant de l'enseignement supérieur dans les stratégies d'influence des États. De nombreuses expériences internationales montrent que les politiques d'internationalisation de l'enseignement supérieur, les programmes de mobilité académique, les dispositifs de bourses et les échanges scientifiques contribuent à améliorer l'image des pays, à renforcer leur réputation internationale et à développer des réseaux durables de coopération avec les futurs décideurs, chercheurs et professionnels formés à l'étranger.

Les recherches empiriques menées dans différents contextes nationaux, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Chine, en Turquie ou encore en Corée du Sud, mettent en évidence le rôle déterminant de la coopération académique dans la construction du soft power. Ces travaux montrent que les étudiants internationaux constituent de véritables vecteurs de diffusion culturelle et de diplomatie éducative, tandis que les universités deviennent des acteurs majeurs de l'influence internationale. Toutefois, malgré l'abondance des études consacrées au soft power éducatif, la littérature demeure relativement fragmentée. Les recherches portent généralement sur des dispositifs spécifiques tels que les programmes de mobilité, les bourses d'études ou les échanges universitaires, sans proposer une approche intégrée des différentes dimensions de la coopération académique. Par ailleurs, peu d'études cherchent à analyser simultanément l'effet combiné des partenariats universitaires, de la mobilité étudiante, des bourses d'études ainsi que des projets académiques conjoints sur le développement du soft power perçu d'un pays.

Dans ce contexte, cet article vise à proposer une synthèse critique de la littérature scientifique consacrée aux relations entre la coopération académique internationale et le soft power des pays. Plus précisément, il poursuit un double objectif. D'une part, il analyse les principaux fondements conceptuels, théoriques et empiriques relatifs à cette problématique. D'autre part,

il propose un modèle conceptuel intégrateur permettant d'expliquer l'influence des dimensions de la coopération académique, à savoir les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les bourses d'études ainsi que la recherche et les projets académiques conjoints, sur le soft power perçu du pays.

L'originalité de cet article réside dans le fait que la littérature existante aborde généralement les dispositifs de coopération académique de manière isolée, sans proposer de cadre intégrateur permettant d'en saisir les effets combinés sur le soft power. En articulant simultanément quatre dimensions de la coopération académique internationale, à savoir les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les bourses d'études ainsi que la recherche et les projets académiques conjoints, au sein d'un même modèle conceptuel, cet article comble une lacune importante de la littérature. Sa valeur ajoutée tient également à l'ancrage de cette réflexion dans le contexte marocain, encore peu documenté dans les travaux existants majoritairement centrés sur les États-Unis, la Chine, la Turquie ou la Corée du Sud, ouvrant ainsi la voie à une meilleure compréhension des mécanismes de diplomatie éducative dans les pays émergents.

À cet égard, la question centrale qui guide cette recherche peut être formulée comme suit : ***dans quelle mesure les différentes dimensions de la coopération académique internationale contribuent-elles au développement du soft power perçu d'un pays ?*** Cette interrogation conduit également à s'intéresser aux mécanismes par lesquels les interactions académiques internationales participent à la construction de l'image, de la réputation et de l'attractivité internationale des États.

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, l'article est organisé en quatre parties. La première présente le cadre conceptuel de la recherche en définissant les principaux concepts mobilisés. La deuxième expose les fondements théoriques permettant d'expliquer les relations entre coopération académique et soft power. La troisième propose une revue critique de la littérature empirique afin d'identifier les principaux enseignements ainsi que les lacunes des recherches existantes. Enfin, la dernière partie présente le modèle conceptuel de la recherche ainsi que les hypothèses proposées, qui serviront de base aux futures investigations empiriques.

2. Cadre conceptuel et théorique

a. Définition de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur

La coopération internationale dans l'enseignement supérieur constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de l'internationalisation des universités et du développement des relations académiques entre les pays. Face à l'accélération de la mondialisation, à la circulation croissante des connaissances et à l'émergence de l'économie du savoir, les établissements d'enseignement supérieur ne peuvent plus évoluer de manière isolée. Ils sont désormais appelés à développer des collaborations internationales afin de renforcer leurs capacités de formation, de recherche et d'innovation tout en contribuant au rayonnement scientifique et diplomatique de leurs pays. Cette évolution explique l'intérêt grandissant accordé à la coopération académique dans les recherches consacrées à l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

La littérature ne propose toutefois pas une définition unique de ce concept. Les travaux existants mettent davantage l'accent sur ses objectifs, ses formes ou ses mécanismes que sur une conceptualisation consensuelle. Parmi les auteurs les plus influents, Knight (1994, 2004, 2012) considère l'internationalisation comme « le processus d'intégration d'une dimension internationale, interculturelle ou mondiale dans les objectifs, les fonctions et la prestation de l'enseignement supérieur ». Cette définition, largement reprise dans les recherches contemporaines, souligne que la coopération internationale constitue un processus permanent

visant à intégrer l'ouverture internationale dans les missions fondamentales des universités, notamment l'enseignement, la recherche et le service à la société.

Dans une perspective complémentaire, De Wit (2002, 2011) considère que la coopération internationale dépasse la simple mobilité académique pour englober l'ensemble des interactions institutionnelles permettant aux universités de partager des ressources, des compétences et des connaissances. Selon cet auteur, l'internationalisation ne peut être réduite à une logique de concurrence entre établissements ; elle représente avant tout une stratégie de coopération favorisant l'amélioration de la qualité académique, l'innovation pédagogique et le développement scientifique. Cette approche met en évidence le caractère multidimensionnel de la coopération académique, qui s'inscrit simultanément dans des objectifs éducatifs, scientifiques, économiques et diplomatiques.

Cette vision est également partagée par Altbach et Knight (2007), qui considèrent que la coopération internationale est devenue un élément central du développement des systèmes d'enseignement supérieur. Selon ces auteurs, les universités évoluent désormais dans un environnement international caractérisé par une intensification des échanges de connaissances, une mobilité accrue des étudiants et des chercheurs, ainsi qu'une multiplication des partenariats entre établissements. Cette dynamique favorise la création de réseaux internationaux de recherche, le développement de programmes conjoints et l'amélioration de la qualité de l'enseignement grâce au partage des bonnes pratiques et des expertises.

Les organisations internationales adoptent une approche similaire. L'UNESCO (1998 ; 2009) considère la coopération internationale comme un principe fondamental permettant de promouvoir le partage des connaissances, la solidarité académique et le développement durable des systèmes éducatifs. Dans cette perspective, les universités sont appelées à collaborer au-delà des frontières nationales afin de relever collectivement les défis mondiaux liés à la recherche scientifique, à l'innovation technologique, à la formation des compétences et au développement humain. De son côté, l'OCDE (2004 ; 2022) souligne que la coopération internationale contribue à renforcer la compétitivité des établissements tout en améliorant leur capacité d'innovation et leur visibilité à l'échelle mondiale.

L'évolution récente de l'enseignement supérieur montre que la coopération académique ne repose plus exclusivement sur les accords bilatéraux traditionnels entre universités. Elle s'est progressivement diversifiée pour intégrer de nouvelles formes de collaboration répondant aux exigences de l'économie de la connaissance. Hudzik (2011) introduit à cet égard le concept de « comprehensive internationalization », selon lequel l'internationalisation doit être intégrée dans l'ensemble des activités institutionnelles plutôt que d'être limitée aux seuls programmes d'échange. Cette approche considère que les partenariats internationaux, la recherche collaborative, la mobilité académique, les doubles diplômes, les réseaux universitaires internationaux et les projets scientifiques conjoints participent tous d'une stratégie globale de coopération.

Dans cette logique, plusieurs chercheurs soulignent que la coopération internationale constitue aujourd'hui un véritable investissement stratégique. Teichler (2004) estime que les échanges internationaux permettent aux étudiants et aux enseignants de développer des compétences interculturelles, de favoriser le transfert des connaissances et de renforcer les capacités d'innovation des établissements. De même, Altbach (2013) considère que les collaborations internationales favorisent la production scientifique, améliorent la qualité de la recherche et accroissent la visibilité internationale des universités. Ces bénéfices dépassent largement le cadre académique puisqu'ils participent également au développement économique, social et technologique des pays.

Par ailleurs, la littérature récente met en évidence une évolution majeure : la coopération internationale est désormais perçue comme un instrument de diplomatie éducative. Les États utilisent les universités pour développer leur influence internationale à travers les programmes de mobilité, les bourses d'études, les partenariats stratégiques et les projets de recherche internationaux. Les expériences des États-Unis avec le programme Fulbright, de l'Union européenne avec Erasmus+, de la Chine avec les China Scholarship Programs, ou encore de la Turquie avec Türkiye Scholarships, illustrent cette évolution vers une coopération académique poursuivant simultanément des objectifs éducatifs, scientifiques et diplomatiques. Plusieurs travaux (Atkinson, 2010 ; Gao, 2015 ; Aras et Mohammed, 2019 ; Jiracheewong et al., 2020) montrent que ces dispositifs favorisent non seulement les échanges universitaires mais contribuent également à améliorer les perceptions des étudiants internationaux envers le pays d'accueil, renforçant ainsi son attractivité et son influence internationale.

Cette évolution conduit progressivement à dépasser une conception strictement académique de la coopération internationale. Les universités deviennent des acteurs de la diplomatie publique en facilitant les interactions entre sociétés, en développant des réseaux internationaux de chercheurs et en formant de futurs décideurs susceptibles de conserver des liens durables avec le pays d'accueil. Comme le soulignent Knight (2012) et De Wit et al. (2015), l'internationalisation de l'enseignement supérieur ne constitue plus uniquement un moyen d'améliorer la qualité académique ; elle participe également au positionnement international des établissements et, plus largement, au rayonnement des États.

À la lumière de cette revue conceptuelle, il apparaît que la coopération internationale dans l'enseignement supérieur est un concept multidimensionnel dont les manifestations dépassent largement la simple mobilité académique. Elle englobe un ensemble structuré de relations institutionnelles, scientifiques et pédagogiques destinées à favoriser le partage des connaissances, le développement de compétences, la production scientifique et le renforcement des liens entre les établissements et les pays. Dans le cadre de cette recherche, la coopération internationale dans l'enseignement supérieur est ainsi définie comme l'ensemble des mécanismes de collaboration développés entre établissements d'enseignement supérieur, organismes de recherche et États, visant à promouvoir les échanges académiques, la mobilité internationale, les partenariats universitaires, les programmes de bourses ainsi que les projets de recherche conjoints, dans une perspective de création de valeur académique, scientifique et stratégique.

b. Définition du soft power

Le concept de soft power est aujourd'hui considéré comme l'un des paradigmes les plus influents dans les domaines des relations internationales, de la diplomatie publique et de l'économie politique internationale. Introduit par Joseph S. Nye Jr. (1990) dans son ouvrage *Bound to Lead*, puis approfondi dans *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (2004), ce concept est apparu comme une alternative à la conception traditionnelle de la puissance, longtemps associée principalement aux capacités militaires et économiques des États. Selon Nye, dans un environnement international de plus en plus interdépendant, les pays peuvent atteindre leurs objectifs non seulement par la coercition (hard power) ou les incitations économiques, mais également par l'attraction, la persuasion et la légitimité. Ainsi, le soft power est défini comme la capacité d'un pays à influencer les préférences et les comportements d'autres acteurs grâce à son pouvoir d'attraction plutôt qu'à travers la contrainte ou la rémunération (Nye, 2004).

Contrairement au hard power, qui repose essentiellement sur l'utilisation de la force militaire ou des sanctions économiques, le soft power trouve son fondement dans des ressources

immatérielles capables de susciter une adhésion volontaire et une influence durable. Selon Nye (2004, 2008), un pays devient attractif lorsque sa culture, ses valeurs politiques et sa politique étrangère sont perçues comme légitimes, crédibles et porteuses de valeurs universelles. Cette attractivité conduit les individus, les organisations et les gouvernements étrangers à adopter volontairement des comportements ou des préférences favorables au pays concerné. Cette conception a profondément renouvelé l'analyse de la puissance internationale en mettant en évidence que l'influence dépend désormais autant de la crédibilité, de la réputation et de la légitimité que des ressources matérielles.

Dans son approche, Nye identifie trois principales sources de soft power. La première est la culture, notamment lorsque ses valeurs, ses pratiques et ses productions présentent une portée universelle susceptible de dépasser les frontières nationales. Les langues, les traditions, les œuvres artistiques, le cinéma, la musique, la littérature ou encore l'enseignement supérieur constituent autant de vecteurs capables de renforcer l'attractivité d'un pays. La deuxième source réside dans les valeurs politiques, particulièrement lorsqu'elles sont appliquées de manière cohérente aussi bien sur le plan national qu'international. Les principes démocratiques, le respect des droits humains, l'État de droit et la bonne gouvernance renforcent la crédibilité internationale d'un État. Enfin, la troisième source correspond à la politique étrangère, dès lors qu'elle est perçue comme légitime, coopérative et conforme aux intérêts partagés de la communauté internationale (Nye, 2004 ; Nye, 2008). Ensemble, ces trois dimensions constituent les principales ressources permettant aux États de développer leur pouvoir d'attraction.

Si les travaux de Nye constituent aujourd'hui la référence incontournable en matière de soft power, plusieurs chercheurs ont enrichi et approfondi ce concept. Melissen (2005) souligne que la mondialisation et les technologies de l'information ont profondément transformé les mécanismes de la diplomatie contemporaine. Selon lui, le soft power ne relève plus exclusivement de l'action des gouvernements, mais résulte également des interactions entre les universités, les organisations de la société civile, les entreprises et les citoyens. Dans cette perspective, la diplomatie publique repose davantage sur le dialogue, les échanges et la construction de relations durables que sur une communication unidirectionnelle.

Dans le même ordre d'idées, Vuving (2009) explique que le pouvoir d'attraction repose principalement sur trois mécanismes complémentaires : l'admiration suscitée par l'excellence, l'affinité développée grâce au partage de valeurs communes et la gratitude résultant des actions de coopération et de solidarité. Cette approche met en évidence que le soft power ne découle pas uniquement du rayonnement culturel d'un pays, mais également de la qualité des relations qu'il entretient avec les autres acteurs internationaux.

D'autres auteurs insistent sur le rôle croissant de la réputation et de l'image internationale dans la construction du soft power. Gallarotti (2011) considère que celui-ci dépend largement de la capacité d'un pays à projeter une image positive inspirant confiance, crédibilité et légitimité auprès des publics étrangers. De son côté, Fan (2008) établit un lien étroit entre le soft power et le nation branding, estimant que les États cherchent aujourd'hui à renforcer leur réputation internationale à travers la culture, l'innovation, le tourisme, l'éducation et la diplomatie publique. Cette approche élargit considérablement le champ du soft power, qui ne se limite plus aux politiques étrangères mais englobe l'ensemble des initiatives capables d'améliorer l'attractivité d'un pays.

Les recherches récentes montrent également que l'enseignement supérieur constitue désormais l'une des ressources les plus stratégiques du soft power. Li (2018) souligne que les universités contribuent à former les futurs dirigeants, chercheurs et professionnels étrangers qui

développent souvent des perceptions favorables à l'égard du pays d'accueil. L'expérience académique acquise à l'étranger favorise ainsi la création de liens culturels, professionnels et émotionnels durables, renforçant progressivement l'influence internationale des États. L'enseignement supérieur apparaît alors comme un instrument privilégié de la diplomatie publique contemporaine.

Dans cette perspective, plusieurs travaux empiriques mettent en évidence le rôle central des étudiants internationaux dans le développement du soft power. Atkinson (2010) montre que les programmes d'échanges académiques favorisent la diffusion des valeurs, renforcent la compréhension mutuelle entre les peuples et facilitent la coopération internationale à long terme. De manière similaire, Gao (2015) démontre que les étudiants arabes ayant effectué leurs études en Chine développent des perceptions plus positives de la société, de la culture et des politiques chinoises. Des résultats comparables ont été obtenus par Aras et Mohammed (2019) à propos des bourses gouvernementales turques, ainsi que par Jiracheewong et al. (2020) dans leur étude consacrée aux programmes de bourses chinois. L'ensemble de ces recherches confirme que les expériences académiques internationales contribuent significativement à améliorer la perception du pays d'accueil et, par conséquent, à renforcer son soft power.

Les stratégies développées par plusieurs pays illustrent concrètement cette évolution. Les États-Unis mobilisent depuis plusieurs décennies leurs universités de renommée mondiale ainsi que le programme Fulbright afin de renforcer leur influence internationale. La Chine investit massivement dans les bourses gouvernementales, les Instituts Confucius et les initiatives éducatives liées à la Belt and Road Initiative. La Turquie développe une stratégie similaire à travers Türkiye Scholarships, le programme Mevlana et les actions du Presidency for Turks Abroad and Related Communities (YTB). De son côté, la Corée du Sud combine l'internationalisation de son enseignement supérieur avec la diffusion de sa culture afin d'accroître son attractivité mondiale. Malgré des approches différentes, ces expériences poursuivent un objectif commun : utiliser l'enseignement supérieur comme un instrument de rayonnement international.

Ces évolutions montrent que le soft power contemporain ne peut plus être réduit à la seule attractivité culturelle d'un pays. Il constitue désormais un processus multidimensionnel par lequel les États mobilisent diverses ressources éducatives, scientifiques, culturelles et institutionnelles afin de renforcer leur image, leur réputation, leur crédibilité et leur capacité d'influence auprès des acteurs internationaux. Dans cette perspective, l'enseignement supérieur représente aujourd'hui l'un des principaux vecteurs de production du soft power.

Au regard des développements précédents, nous définissons le soft power comme la capacité perçue d'un pays à attirer, influencer et développer des relations durables avec les acteurs internationaux grâce à l'attractivité de ses ressources éducatives, scientifiques, culturelles et institutionnelles, plutôt qu'au recours à la coercition ou aux incitations économiques.

c. Les dimensions de la coopération internationale et du soft power

Au-delà de leur définition, la coopération internationale dans l'enseignement supérieur et le soft power constituent deux concepts multidimensionnels dont les composantes varient selon les objectifs poursuivis et les contextes d'analyse. Si la littérature s'accorde sur le caractère stratégique de ces deux concepts, elle ne propose pas de consensus absolu quant à leurs dimensions. Les chercheurs privilégient généralement une approche adaptée à leur problématique de recherche, tout en reconnaissant que la coopération académique et le soft power résultent de l'interaction de plusieurs mécanismes complémentaires.

S'agissant de la coopération internationale dans l'enseignement supérieur, les recherches identifient une grande diversité de formes de collaboration entre les établissements

d'enseignement supérieur et les États. Les travaux de Knight (2004, 2012), De Wit (2002, 2011), Altbach et Knight (2007) ainsi que Hudzik (2011) montrent que la coopération académique dépasse largement la simple mobilité internationale des étudiants. Elle englobe notamment les partenariats institutionnels entre universités, les programmes de mobilité étudiante et enseignante, les dispositifs de bourses internationales, les doubles diplômes, les réseaux universitaires, ainsi que les activités de recherche collaborative et les projets scientifiques conjoints. Bien que ces formes de coopération poursuivent des objectifs différents, elles contribuent toutes au renforcement des échanges académiques, au développement des capacités scientifiques et à l'internationalisation des établissements.

Toutefois, plusieurs études soulignent que certaines dimensions jouent un rôle plus déterminant que d'autres dans le développement des relations académiques internationales. Les programmes de mobilité étudiante constituent l'un des principaux instruments de coopération, dans la mesure où ils favorisent les échanges interculturels et le partage des connaissances (Teichler, 2004 ; Altbach, 2013). Les partenariats universitaires facilitent quant à eux le développement de formations conjointes, la mutualisation des ressources et la mise en œuvre de projets communs (Knight, 2012 ; De Wit et al., 2015). Les bourses d'études représentent également un levier majeur d'internationalisation en encourageant l'accueil d'étudiants étrangers et le renforcement des relations diplomatiques entre les pays (Atkinson, 2010 ; Aras et Mohammed, 2019). Enfin, la recherche et les projets académiques conjoints favorisent la production scientifique, l'innovation et la création de réseaux internationaux de chercheurs (Altbach et Knight, 2007 ; Hudzik, 2011).

Concernant le soft power, la littérature montre également que ce concept peut être appréhendé à travers plusieurs dimensions complémentaires. Si Nye (2004, 2008) identifie la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère comme les principales ressources du soft power, les recherches récentes proposent des approches davantage orientées vers les résultats de cette capacité d'influence. Dans cette perspective, plusieurs auteurs considèrent que le soft power se manifeste principalement à travers l'image internationale d'un pays, sa réputation, son attractivité, sa crédibilité ainsi que sa capacité à développer des relations durables avec les acteurs étrangers (Fan, 2008 ; Gallarotti, 2011 ; Li, 2018). Ces dimensions traduisent les effets concrets du pouvoir d'attraction exercé par un État auprès des différents publics internationaux.

Dans le contexte de l'enseignement supérieur, les études empiriques montrent que le soft power est largement influencé par les perceptions développées par les étudiants internationaux au cours de leur expérience académique. Les travaux de Gao (2015), Atkinson (2010), Aras et Mohammed (2019) ainsi que Jiracheewong et al. (2020) démontrent que les échanges universitaires, les programmes de bourses et les expériences de mobilité contribuent à renforcer l'image du pays d'accueil, à améliorer sa réputation internationale et à accroître son attractivité auprès des futurs étudiants et partenaires académiques. Ainsi, le soft power apparaît davantage comme le résultat des expériences vécues et des perceptions construites que comme une simple ressource détenue par un État.

Au regard de ces développements, cette recherche retient une approche intégrée des deux concepts étudiés. La coopération internationale dans l'enseignement supérieur est opérationnalisée à travers quatre dimensions principales, à savoir les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les bourses d'études ainsi que la recherche et les projets académiques conjoints. Ces dimensions sont les plus fréquemment mobilisées dans la littérature et constituent les principaux mécanismes de coopération entre les établissements d'enseignement supérieur. Quant au soft power perçu du pays, il est appréhendé comme la capacité d'un pays à renforcer son attractivité et son influence auprès des étudiants internationaux à travers l'amélioration de son image, de sa réputation et de sa crédibilité internationale.

3. Relation entre coopération internationale et soft power : état des connaissances et lacunes de la littérature

Les recherches consacrées à la relation entre la coopération internationale dans l'enseignement supérieur et le soft power connaissent un développement croissant au cours des deux dernières décennies. Si les premiers travaux étaient essentiellement conceptuels et mettaient l'accent sur le rôle de l'éducation comme ressource stratégique de la puissance d'un État (Nye, 2004), les recherches récentes privilégient une approche empirique visant à analyser les effets des différentes formes de coopération académique sur les perceptions développées par les étudiants internationaux à l'égard du pays d'accueil. Dans cette perspective, plusieurs études convergent vers l'idée que les programmes de coopération académique constituent un levier majeur de l'attractivité internationale des États en favorisant la création de relations durables avec les étudiants étrangers, lesquels deviennent progressivement des vecteurs de diffusion de l'image et de l'influence du pays d'accueil.

Les travaux consacrés à la mobilité académique internationale montrent notamment que l'expérience universitaire constitue un déterminant important de la perception du pays d'accueil. En s'appuyant sur un échantillon d'étudiants chinois inscrits dans des universités sud-coréennes, Hong et al. (2020) mettent en évidence que la qualité de la relation entre l'université et l'étudiant influence positivement l'attitude développée envers la Corée du Sud. Les auteurs montrent que la satisfaction à l'égard de l'expérience universitaire améliore l'image du pays, favorise le soutien à ses politiques et renforce l'intention d'achat de produits nationaux. Ces résultats confirment que les établissements d'enseignement supérieur contribuent au développement du soft power bien au-delà de leur mission académique, en agissant comme des espaces privilégiés de construction de perceptions positives et de rapprochement entre les peuples.

Cette conclusion est corroborée par plusieurs études menées dans le contexte turc. En développant une échelle de mesure du soft power universitaire auprès de 230 étudiants internationaux, Arslan et Sezgin (2023) démontre que l'attractivité des établissements d'enseignement supérieur et la satisfaction des étudiants constituent deux facteurs essentiels du développement du soft power. Les résultats soulignent que les universités ne produisent pas uniquement des connaissances ; elles participent également au rayonnement international du pays en renforçant son attractivité auprès des étudiants étrangers. Dans une recherche plus récente reposant sur une approche mixte combinant une enquête quantitative auprès de 407 étudiants internationaux et des entretiens réalisés avec des étudiants et des responsables universitaires, Arslan et Sezgin (2026) confirme que les établissements d'enseignement supérieur représentent aujourd'hui des acteurs stratégiques de la diplomatie éducative. Les auteurs montrent que les ressources mobilisées par les universités contribuent directement au renforcement du soft power national à travers les expériences vécues par les étudiants internationaux.

Au-delà des activités académiques proprement dites, plusieurs recherches soulignent également l'importance des interactions sociales et interculturelles dans la construction du soft power. Une étude qualitative menée en Turquie sur la diplomatie citoyenne (2024), fondée sur des entretiens approfondis auprès d'étudiants internationaux, révèle que les relations développées avec les étudiants locaux, les enseignants ainsi que les différents acteurs de l'université contribuent significativement à améliorer l'image du pays d'accueil. Les auteurs concluent que les étudiants étrangers deviennent progressivement des ambassadeurs informels capables de diffuser une image favorable de leur pays d'études auprès de leurs communautés d'origine. Cette observation rejoint les conclusions de Choudaha (2017), selon lesquelles l'expérience internationale des étudiants favorise généralement le développement de perceptions positives

envers les sociétés d'accueil et encourage le maintien de relations durables après leur retour dans leur pays d'origine.

Les études réalisées dans le contexte chinois aboutissent à des conclusions similaires. À partir d'une enquête réalisée auprès d'étudiants népalais inscrits dans des universités chinoises, une étude récente (2026) montre que la qualité des relations entretenues avec les établissements d'enseignement supérieur influence favorablement la perception de la Chine ainsi que son pouvoir d'attraction. Les auteurs mettent en évidence que les expériences universitaires positives renforcent non seulement l'image du pays mais également sa capacité d'influence dans le cadre de sa stratégie de diplomatie publique. Ces résultats prolongent les travaux de Yang (2018), qui soulignent que la coopération universitaire constitue aujourd'hui l'un des principaux instruments mobilisés par la Chine afin de renforcer son influence internationale. À travers les programmes de mobilité, les bourses gouvernementales et les partenariats universitaires, l'enseignement supérieur apparaît ainsi comme un levier stratégique permettant de développer le soft power chinois et de consolider sa présence sur la scène internationale.

Dans une perspective plus générale, plusieurs auteurs considèrent que les différentes formes de coopération académique participent directement au renforcement de l'image, de la réputation et de l'attractivité des pays. Knight (2004) souligne que l'internationalisation de l'enseignement supérieur favorise le développement des relations entre les États tout en renforçant leur visibilité internationale. De manière similaire, Altbach et Knight (2007) montrent que la mobilité étudiante constitue un vecteur privilégié d'influence internationale, les étudiants étrangers jouant un rôle essentiel dans la diffusion des valeurs, de la culture et de l'image du pays d'accueil. Ces conclusions rejoignent celles de Cull (2008), pour qui les programmes éducatifs représentent aujourd'hui l'un des instruments les plus efficaces de la diplomatie publique contemporaine. De même, les travaux de Buhmann et Ingenhoff (2015) démontrent que l'amélioration de l'image d'un pays contribue au renforcement de sa crédibilité, de sa réputation et de son attractivité auprès des publics internationaux, tandis qu'Anholt (2007) met en évidence le rôle déterminant de l'image nationale dans le développement de l'influence internationale des États.

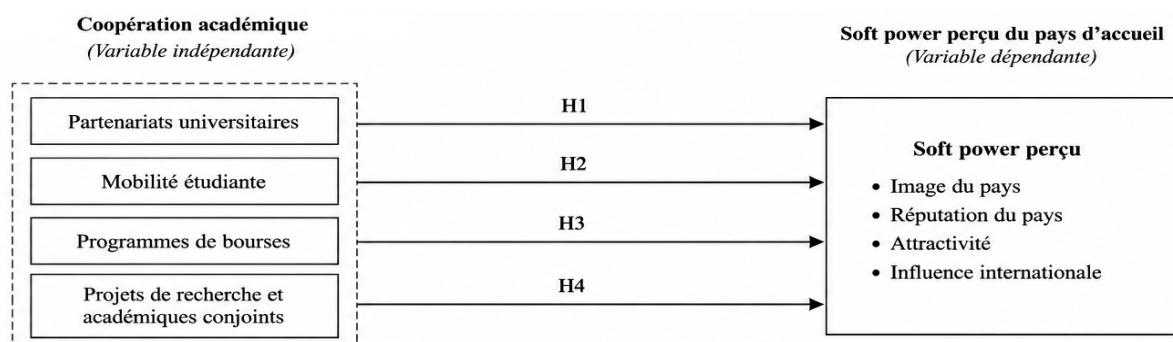
4. Modèle conceptuel proposé et hypothèses de recherche

À partir des fondements conceptuels, des perspectives théoriques et des résultats empiriques présentés dans les sections précédentes, cette recherche propose un modèle conceptuel visant à expliquer la relation entre la coopération académique internationale et le soft power perçu des pays. Ce modèle s'appuie principalement sur la théorie du Soft Power développée par Nye (1990, 2004, 2008), tout en intégrant les principaux enseignements des recherches empiriques qui mettent en évidence le rôle stratégique de l'enseignement supérieur dans le renforcement de l'attractivité, de la réputation et de l'influence internationale des États. En effet, plusieurs études montrent que les différentes formes de coopération académique, notamment les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les programmes de bourses et les projets de recherche conjoints, constituent des mécanismes essentiels de la diplomatie éducative et contribuent au développement du soft power des pays (Knight, 2004 ; Altbach et Knight, 2007 ; Hong et al., 2020 ; Arslan et Sezgin, 2023, 2026).

Sur la base de ces fondements théoriques et empiriques, cette étude considère la coopération académique internationale comme un construit multidimensionnel composé de quatre dimensions principales : les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les programmes de bourses ainsi que les projets de recherche et académiques conjoints. Ces dimensions sont supposées exercer une influence positive sur le soft power perçu du pays d'accueil, appréhendé à travers les perceptions développées par les étudiants internationaux concernant l'image, la

réputation, l'attractivité et l'influence internationale du pays. Ainsi, le modèle conceptuel proposé (Figure 1) postule que le renforcement de la coopération académique internationale contribue à améliorer le soft power perçu des pays grâce aux expériences académiques et aux relations développées par les étudiants internationaux.

Figure 1 : Modèle de recherche proposé



Source : Auteurs.

Au regard de ces éléments, les hypothèses de recherche suivantes sont formulées :

- H1 : Les partenariats universitaires exercent un effet positif sur le soft power perçu du pays d'accueil.
- H2 : La mobilité étudiante exerce un effet positif sur le soft power perçu du pays d'accueil.
- H3 : Les programmes de bourses exercent un effet positif sur le soft power perçu du pays d'accueil.
- H4 : Les projets de recherche et académiques conjoints exercent un effet positif sur le soft power perçu du pays d'accueil.

Il convient toutefois de souligner que le modèle proposé repose exclusivement sur des relations directes entre les quatre dimensions de la coopération académique internationale et le soft power perçu du pays d'accueil. Or, la littérature suggère que cette relation pourrait être plus complexe qu'un simple lien direct. D'une part, certaines variables médiatrices pourraient enrichir la compréhension des mécanismes sous-jacents : c'est notamment le cas de la satisfaction et des perceptions développées par les étudiants internationaux au cours de leur expérience académique (Hong et al., 2020 ; Arslan et Sezgin, 2023), qui pourraient constituer le mécanisme par lequel la coopération académique se traduit en soft power perçu, ou encore de la qualité des interactions interculturelles nouées avec les étudiants locaux et les enseignants (diplomatie citoyenne, 2024). D'autre part, des variables modératrices pourraient également influencer l'intensité de ces relations, telles que la durée du séjour académique, le pays ou la région d'origine des étudiants internationaux, ou encore le niveau de développement des politiques d'internationalisation du pays d'accueil. L'intégration de ces variables médiatrices et modératrices dans de futures recherches permettrait d'affiner le modèle conceptuel proposé et d'en approfondir la portée explicative.

5. Conclusion

Cet article a examiné la relation entre la coopération académique internationale et le soft power perçu des pays à travers une revue approfondie de la littérature conceptuelle, théorique et empirique. Les résultats mettent en évidence que l'enseignement supérieur dépasse aujourd'hui sa mission traditionnelle de formation et de production des connaissances pour devenir un

instrument stratégique de diplomatie éducative et d'influence internationale. Les travaux recensés montrent que les différentes formes de coopération académique, notamment les partenariats universitaires, la mobilité étudiante, les programmes de bourses ainsi que les projets de recherche conjoints, contribuent au renforcement de l'image, de la réputation, de l'attractivité et de l'influence internationale des pays. Ainsi, l'enseignement supérieur apparaît comme un levier essentiel du soft power en favorisant le développement de relations durables avec les étudiants internationaux et en renforçant les perceptions positives à l'égard des pays d'accueil.

À partir de ces constats, cette étude a proposé un modèle conceptuel intégrateur permettant d'expliquer l'influence des principales dimensions de la coopération académique internationale sur le soft power perçu du pays d'accueil. En mobilisant les principaux apports conceptuels et les résultats des recherches empiriques existantes, ce modèle contribue à enrichir la littérature en proposant une approche globale qui intègre simultanément les différentes dimensions de la coopération académique au sein d'un même cadre explicatif. Cette proposition permet ainsi de répondre à une lacune identifiée dans les travaux antérieurs, lesquels se sont principalement intéressés à des mécanismes spécifiques de coopération académique sans analyser leurs effets combinés sur le développement du soft power.

Sur le plan théorique, cette recherche contribue à la littérature de plusieurs manières. Premièrement, elle prolonge la théorie du soft power de Nye (1990, 2004) en l'appliquant de manière systémique au champ de l'enseignement supérieur, un domaine que les travaux fondateurs n'avaient envisagé que de façon partielle à travers la seule dimension culturelle. Deuxièmement, en articulant les apports de la théorie du soft power avec ceux de la diplomatie publique (Melissen, 2005 ; Cull, 2008) et du nation branding (Fan, 2008 ; Anholt, 2007), ce travail propose une lecture intégrée montrant que la coopération académique agit simultanément comme ressource, comme processus relationnel et comme résultat perceptif, ce qui enrichit la compréhension théorique des mécanismes par lesquels l'enseignement supérieur produit de l'influence internationale. Troisièmement, en formalisant quatre dimensions de la coopération académique au sein d'un même cadre explicatif, l'article dépasse les approches fragmentées de la littérature antérieure et ouvre la voie à une théorisation plus fine des interactions entre ces dimensions, notamment à travers l'intégration future de variables médiatrices et modératrices. Ces apports théoriques offrent ainsi des bases conceptuelles solides pour les recherches futures portant sur les liens entre enseignement supérieur et pouvoir d'influence des États.

Toutefois, cette recherche demeure de nature essentiellement conceptuelle et présente, à ce titre, certaines limites. Le modèle proposé n'a pas encore fait l'objet d'une validation empirique et les relations théoriques formulées nécessitent d'être confrontées aux réalités du terrain. Par ailleurs, les études mobilisées dans cette revue de littérature concernent principalement des pays ayant développé des politiques avancées d'internationalisation de l'enseignement supérieur, tels que les États-Unis, la Chine, la Turquie ou encore la Corée du Sud. La transposition de ces résultats à d'autres contextes nationaux, notamment aux pays émergents, mérite donc d'être approfondie.

Dans cette perspective, la prochaine étape de cette recherche consistera à conduire une étude qualitative exploratoire dans le contexte marocain. Des entretiens semi-directifs seront réalisés auprès d'étudiants internationaux inscrits dans des établissements marocains d'enseignement supérieur afin de mieux comprendre leurs expériences de coopération académique, leurs perceptions du Maroc ainsi que les facteurs susceptibles d'influencer le développement du soft power du pays. Cette phase exploratoire permettra d'identifier les spécificités du contexte marocain, d'affiner les dimensions retenues, d'adapter le modèle conceptuel proposé et, le cas échéant, de faire émerger de nouvelles variables ou relations pertinentes. Les résultats obtenus

serviront ensuite de fondement à une étude quantitative destinée à valider empiriquement le modèle de recherche et à tester les hypothèses formulées dans le cadre de cette étude.

6. Références

- Altbach, P. G. (2013). The international imperative in higher education. Sense Publishers.
- Altbach, P. G., & Knight, J. (2007). The internationalization of higher education: Motivations and realities. *Journal of Studies in International Education*, 11(3-4), 290-305.
- Anholt, S. (2007). *Competitive identity: The new brand management for nations, cities and regions*. Palgrave Macmillan.
- Arslan, K., & Sezgin, F. (2023). A novel measure for soft power: Perceived Soft Power Scale for International Students. *Gazi University Journal of Gazi Education Faculty*, 43(2), 961-997.
- Arslan, K., & Sezgin, F. (2026). Leveraging higher education policy for educational diplomacy: A mixed methods exploration of international students as soft power agents. *Higher Education Policy*.
- Atkinson, D. (2010). Extended, embodied cognition and second language acquisition. *Applied Linguistics*, 31(5), 599-622.
- Buhmann, A., & Ingenhoff, D. (2015). The 4D model of the country image: An integrative approach from the perspective of communication management. *International Communication Gazette*, 77(1), 102-124.
- Choudaha, R. (2017). Three waves of international student mobility (1999-2020). *World Education Services*.
- Cull, N. J. (2008). Public diplomacy: Taxonomies and histories. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 616(1), 31-54.
- de Wit, H. (2002). *Internationalization of higher education in the United States of America and Europe: A historical, comparative, and conceptual analysis*. Greenwood Press.
- de Wit, H. (2011). Globalisation and internationalisation of higher education. *Revista de Universidad y Sociedad del Conocimiento*, 8(2), 241-248.
- de Wit, H., Hunter, F., Howard, L., & Egron-Polak, E. (2015). *Internationalisation of higher education*. European Parliament.
- Fan, Y. (2008). Soft power: Power of attraction or confusion? *Place Branding and Public Diplomacy*, 4(2), 147-158.
- Gallarotti, G. M. (2011). Soft power: What it is, why it's important, and the conditions for its effective use. *Journal of Political Power*, 4(1), 25-47.
- Gao, S. (2015). *China's soft power in the Arab world through higher educational exchange: An analysis of the experiences and perceptions of Arab students in China* (Honors thesis). Wellesley College.
- Hong, H., Lee, S., & Tian, Q. (2020). The influence of international education experience on host country-related outcomes: An analysis of Chinese students' relationships with South Korean universities. *Sustainability*, 12(22), 9703.
- Hudzik, J. K. (2011). *Comprehensive internationalization: From concept to action*. NAFSA.
- Jiracheewong, E., Natjumnong, T., & Yaemkhayai, C. (2020). Chinese scholarships and education for international students: Targeted tools for greater China's use of soft power. *Panyapiwat Journal*, 12(2), 238-253.

- Knight, J. (2004). Internationalization remodeled: Definition, approaches, and rationales. *Journal of Studies in International Education*, 8(1), 5-31.
- Knight, J. (2012). Concepts, rationales, and interpretive frameworks in the internationalization of higher education. In D. K. Deardorff, H. de Wit, J. D. Heyl, & T. Adams, *The SAGE handbook of international higher education* (pp. 27-42). SAGE Publications.
- Melissen, J. (2005). *The new public diplomacy: Soft power in international relations*. Palgrave Macmillan.
- Nye, J. S., Jr. (1990). *Bound to lead: The changing nature of American power*. Basic Books.
- Nye, J. S., Jr. (2004). *Soft power: The means to success in world politics*. PublicAffairs.
- Nye, J. S., Jr. (2008). Public diplomacy and soft power. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 616(1), 94-109.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2004). *Internationalisation and trade in higher education: Opportunities and challenges*. OECD Publishing.
- Organisation for Economic Co-operation and Development. (2022). *Education at a glance 2022: OECD indicators*. OECD Publishing.
- Teichler, U. (2004). The changing debate on internationalisation of higher education. *Higher Education*, 48(1), 5-26.
- UNESCO. (1998). *World declaration on higher education for the twenty-first century: Vision and action*. UNESCO.
- UNESCO. (2009). *World conference on higher education: The new dynamics of higher education and research for societal change and development*. UNESCO.
- Vuving, A. L. (2009). How soft power works. In *Proceedings of the American Political Science Association Annual Meeting*. APSA.
- Yang, R. (2018). China's soft power projection through higher education: A preliminary assessment. In J. Li & C. J. Johnstone (Eds.), *The rise of China-U.S. international cooperation in higher education: Views from the field* (pp. 25-39). Brill Sense.